

c) Garantie de gestion durable (*joindre obligatoirement le justificatif précisé par la notice*)

La propriété forestière desservie par le projet bénéficie d'une garantie ou présomption de gestion durable suivante :

- Aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du régime forestier ;
- Plan simple de gestion obligatoire ;
- Plan simple de gestion volontaire ;
- Règlement type de gestion ;
- Adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles ;
- Autre (forêt de protection, zone NATURA 2000 : adhésion à une charte ou à un contrat...) : _____

d) Opération s'inscrivant dans un schéma directeur de desserte forestière : (*précisez toutes les références utiles du document de planification et la place du projet dans ce dernier*)

e) Opération présentée dans le cadre d'une stratégie locale de développement : (*précisez laquelle et la place du projet au sein de la stratégie locale de développement*)

f) Opération collective ou portée par une structure de regroupement ou par un maître d'ouvrage délégué : (*indiquez le nombre de partenaires et joignez les justificatifs s'il y a lieu*)

g) Calendrier prévisionnel des investissements

➤ Date prévisionnelle de début du projet : _____ (mois et année)

Année de réalisation des travaux	Dépense prévisionnelle correspondante (€)
	□□□□ □□□□
	□□□□ □□□□
	□□□□ □□□□
TOTAL des dépenses prévues (€)	□□□□ □□□□

➤ Date prévisionnelle de fin du projet : _____ (mois et année)

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES SUR DEVIS

a) Dépenses matérielles

Ajouter un tableau sur papier libre comportant les mêmes colonnes si besoin

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral	Nature des opérations ou investissements	Unité	Prix unitaire (€) HT / mètre linéaire ou m ²	Quantité demandée	Montant prévisionnel hors taxe par action (€)	Nom du fournisseur à l'origine du devis	Devis joint
			_ _ _ _ , _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ , _ _		
			_ _ _ _ , _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ , _ _		
			_ _ _ _ , _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ , _ _		
			_ _ _ _ , _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ , _ _		
			_ _ _ _ , _ _	_ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ , _ _		

Montant prévisionnel total des investissements matériels (€) |_|_|_|_|_|_|, |_|_|

b) Frais généraux

Les frais généraux (études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalables et maîtrise d'œuvre) sont à additionner. Leur montant éligible total hors taxe est plafonné à 12 % du montant HORS TAXE des investissements éligibles.

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant (€) prévisionnel HT
Maîtrise d'œuvre		_ _ _ _ , _ _
		_ _ _ _ , _ _
		_ _ _ _ , _ _
Montant prévisionnel total des investissements immatériels (€)		_ _ _ _ _ , _ _

Montant prévisionnel TOTAL des dépenses HT (€) |_|_|_|_|_|_|, |_|_|

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant en € hors taxe
État	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
UE (FEADER)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Région	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Département	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement public (pouvant appeler du FEADER)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autre financement public (le cas échéant indiquer lequel)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics sollicités	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Participation du secteur privé (autofinancement...)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL GÉNÉRAL (= montant prévisionnel total de l'investissement)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *(Cocher les cases)*

Je demande (nous demandons) à bénéficier de l'aide au titre du dispositif d'amélioration de la desserte forestière.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux indiqués sur le présent formulaire de demande d'aide ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information annexée au présent formulaire, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et les points de contrôle spécifiques à ce dispositif ;
- être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables auprès du service instructeur (DDT ou DRIAAF) ;
- avoir pris connaissance des délais maximum de réalisation des travaux et d'envoi de ma dernière demande de paiement accompagnée de l'ensemble des justificatifs qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information, au-delà desquels tout ou partie de la subvention serait caduque de plein droit ;
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés ;
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la demande ;
- être à jour de mes cotisations fiscales et sociales (GF, GFA et GFR) ;
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date de notification de la décision juridique ;
- à informer le service-instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, du contenu de mon projet ;
- à transmettre sans délai au service-instructeur la déclaration de début des travaux ;
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, et la décision attributive d'aide ;
- à terminer l'opération et à présenter la dernière demande de paiement dans les délais fixés ;
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet ;
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional en vigueur ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux inscrits au plan de financement prévisionnel du projet ;
- à respecter les obligations de publicité, et à apposer le logo européen, accompagné de la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : L'Europe investit dans les zones rurales » sur tous les supports de communication concernant le projet financé dans le cadre de la présente demande de subvention.

ENGAGEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SI LE DEMANDEUR EST UN OGE C OU UNE COOPÉRATIVE:

(Cocher les cases)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains ;
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains à desservir seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier versement de la subvention (= le solde) ;
 - de maintenir l'état fonctionnel de la route, de la piste ou de la place de dépôt pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier versement de la subvention (= le solde) ;
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite ;
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR AGIT A TITRE INDIVIDUEL :

(Cocher les cases)

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains desservis par le présent projet pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier versement de la subvention (= le solde) ;
- à maintenir l'état fonctionnel de la route, de la piste ou de la place de dépôt pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le dernier versement de la subvention (= le solde) ;
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite.

Fait à _____ le _____

Signature et qualité du demandeur :
(avec cachet de l'entreprise)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET DOCUMENTS À PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service-instructeur	Sans objet
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité				
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis de moins d'un an	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), groupements (sociétés civiles) : GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte/attestation notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Demandeurs non détenteurs de la propriété				
Pouvoir de tutelle ou de curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires	OGEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, ASL, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait des statuts Derniers bilan et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y a un	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, fondations, sociétés civiles (SCI), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA justifiant que le demandeur est à jour du paiement de ses cotisations sociales	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles) : GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation du Centre des Impôts justifiant que le demandeur est à jour du paiement de ses cotisations fiscales. Attestation fiscale (à demander à votre DDFIP ou à éditer sur http://www.impots.gouv.fr/portal/dgi/home)	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles): GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Document de reconnaissance du GIEEF	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Références du schéma directeur de desserte et/ou de la SLDF ou du regroupement	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structures de regroupement ou groupement forestier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques perçues au titre du régime "de minimis" dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire (<i>annexe 1</i>)	Toutes les personnes privées, physiques ou morales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur portant sur les obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (<i>annexe 2</i>)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Pièces techniques				
Fiche d'information, étude simple de rentabilité et d'évaluation d'impact	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté et signé avec indication du nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense. Joindre : un devis pour les investissements dont le montant est inférieur à 2000€, au moins 2 devis différents par type d'investissement pour les investissements dont le montant est situé entre 2000€ et 90 000€ et 3 devis lorsque le montant est supérieur à 90 000€ sous peine d'ajournement du dossier de demande d'aide	Dans le cas d'un financement sur devis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS)	Tous les dossiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Je suis informé(e) que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et la Région Île-de-France. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT du département du siège de mon exploitation ou à la DRIAAF Île-de-France si le siège de mon exploitation est situé dans un département de la petite couronne.

Je suis informé(e) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER ou du FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site Internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)

ANNEXE 1 : LISTE DES AIDES PUBLIQUES OBTENUES OU A OBTENIR AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES (Y COMPRIS DANS D'AUTRES DOMAINES QUE LA FORÊT)

Notamment :

- Aide à l'investissement matériel ;
- Aide à l'immobilier d'entreprise ;
- Aide à l'investissement immatériel ;
- Aide à la formation et à l'emploi ;
- Crédits d'impôt ;
- Réduction d'impôt ;
- Exonération d'impôt ;
- Prêt ;
- Prêt participatif ;
- Réduction ou exonération de cotisations sociales ;
- Autres exonérations ;
- Autres aides.

Date d'obtention ou de demande si l'aide n'est pas encore obtenue	Objet (nom du dispositif d'intervention, intitulé de l'opération)	Type d'aide (subvention, crédit d'impôt...)	Montant en € de l'aide	Financier	Aide accordée au titre du régime de mimis (Oui / Non)

Si vous n'avez reçu aucune aide au cours des trois dernières années indiquez NEANT sur le tableau.

Je certifie :

exactes et complètes les informations fournies dans la présente attestation.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur et cachet de la société :
(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)

